



Jeudi 01 Juin 2023



Finances : M. Faid reçoit la directrice de l'Unicef pour la région MENA

ALGER, 31 mai 2023 (APS) - Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu mercredi, au siège de son département ministériel, Mme Adèle El-Khodr, directrice pour la région MENA auprès du Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance (UNICEF), ainsi que la délégation qui l'accompagne, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre qui succède à celle tenue au mois d'avril 2023, avec le Coordinateur résident du Système des Nations-Unies en Algérie, a constitué

pour les deux parties "une occasion pour fixer ensemble les objectifs d'une collaboration future avec le Ministère des Finances, mettant au cœur de ses priorités le domaine de l'enfance", explique la même source.

A cet effet, M. Faid a souligné que "la protection des enfants en Algérie, dans son sens le plus large, est un droit consacré dans la Constitution du pays et par conséquent, tous les moyens financiers et humains lui sont mobilisés pour que l'enfant algérien puisse naître et grandir dans un environnement lui garantissant ses droits au bien-être et à l'épanouissement".

Tout en soulignant que "les problématiques du genre et de l'enfance sont prises en charge dans le cadre des réformes budgétaires", le ministre a affirmé "l'intérêt de son département ministériel à élargir la coopération avec l'Unicef, afin d'y inclure de nouvelles thématiques se rapportant à ce domaine et qui pourraient hisser les performances réalisées par notre pays aux meilleurs standards internationaux, notamment en matière de financement du développement humain, où l'Algérie se positionne à un niveau appréciable dans le rapport onusien qui lui est consacré annuellement".

Pour sa part, Mme El-Khodr qui a "félicité l'Algérie pour sa volonté et ses efforts constants en direction de l'enfance et ses investissements substantiels en la matière", a indiqué que "le nouveau Cadre de Coopération du Système des Nations Unies pour le Développement Durable, couvrant la période 2023-2027, est un engagement global qui couvre plusieurs axes de coopération et servira de base pour inscrire les projets d'appui technique évoqués lors de cette rencontre", a fait savoir le ministère.

Enfin et à l'occasion de la journée mondiale de l'enfance, célébrée le 1er juin, "les deux parties ont conclu sur l'importance de poursuivre ce dialogue et de le pérenniser, afin de consolider les liens de coopération bilatérale et les orienter vers la réalisation des attentes escomptées dans le cadre de la réalisation des droits de l'enfant".



Banque d'Algérie: le financement de l'économie au centre de la réunion trimestrielle avec les banques et établissements financiers

ALGER - Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, a tenu mercredi à Alger, la réunion trimestrielle avec les banques et établissements financiers, dont le thème principal a porté sur le financement de l'économie.

Selon un communiqué de la Banque d'Algérie, les banques ont été appelées lors de cette réunion à "renforcer et développer le financement de l'économie, d'autant que celles-ci enregistrent des conditions idoines de liquidité et de solvabilité, dénotant ainsi d'une grande marge en la matière".

L'analyse des tendances conjoncturelles sur la période 2022 à fin mars 2023, montre une croissance des crédits mais qui reste "insuffisante" au regard des capacités de financement de la place bancaire, indique la même source.

La réunion a permis un échange fructueux entre la Banque d'Algérie et les banques et établissements financiers, sur les actions susceptibles d'insuffler une nouvelle dynamique à la mobilisation optimale des capacités de financement, dont disposent les banques.

Le gouverneur a souligné que le nouveau cadre réglementaire répondra au mieux aux innovations et évolutions technologiques et impulsera plus de concurrence par l'émergence de nouveaux acteurs et élargira notamment l'offre de produits de financement et de services bancaires.

"Il s'agira d'une étape charnière, à laquelle le système bancaire devra s'adapter en contribuant à mettre en place une industrie bancaire effective à même d'assurer un développement durable", souligne la banque centrale.



Laaziz Faïd reçoit Adèle El-Khodr : Objectifs de collaboration avec l'UNICEF fixés



Le Ministre des Finances, Laaziz FAID a reçu, ce mercredi, Adèle EL-Khodr, directrice pour la région MENA (Moyen-Orient Afrique du Nord) auprès du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), en présence des membres de la délégation qui l'accompagne.

Selon un communiqué du ministère de tutelle, cette audience a été mise à profit pour établir « les objectifs d'une collaboration » entre le ministère des Finances et l'Agence onusienne de protection de l'enfance, « en mettant au cœur de ses priorités le domaine de l'enfance ».

Laaziz Faïd a rappelé que les droits des enfants sont consacrés, en Algérie, dans la constitution. Le pays, qui a ratifié la convention internationale y afférente en 1992, met « tous les moyens financiers et humains pour que l'enfant algérien puisse naître et grandir dans un environnement lui garantissant ses droits au bien-être et à l'épanouissement ».

Il a assuré que « les problématiques du genre et de l'enfance sont prises en charge dans le cadre des réformes budgétaires ». Il est attendu que les autorités algériennes « hissent les performances réalisées par notre pays aux meilleurs standards internationaux,

notamment en matière de financement du développement humain, où l'Algérie se positionne à un niveau appréciable dans le rapport onusien qui lui est consacré annuellement ».

La représentante de l'UNICEF a salué, selon la même source, les efforts consentis par l'Algérie pour améliorer constamment l'environnement des enfants.

Elle a souligné que « le nouveau Cadre de Coopération du Système des Nations Unies pour le Développement Durable, couvrant la période 2023-2027, est un engagement global qui couvre plusieurs axes de coopération et servira de base pour inscrire les projets d'appui technique évoqués lors de cette rencontre ».

La journée internationale de l'enfance sera célébrée demain 1er juin. Les deux parties ont convenu de consolider leur coopération de manière pérenne.



[Faïd confirme l'intérêt de son département ministériel à élargir la coopération avec l'UNICEF](#)



Le Ministre des Finances, Laaziz FAID a reçu ce mercredi, Adèle EL-KHODR, Directrice pour la région MENA auprès du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), ainsi que la délégation qui l'accompagne.

Cette rencontre qui succède à celle tenue au mois d'avril 2023, avec le Coordinateur Résident du Système des Nations Unies en Algérie, a constitué pour les deux parties une occasion pour fixer ensemble les objectifs d'une collaboration future avec le Ministère des Finances, mettant au cœur de ses priorités le domaine de l'enfance.

Le Ministre des Finances a, pour sa part, souligné que la protection des enfants en Algérie, dans son sens le plus large, est un droit consacré dans la constitution du pays et par conséquent, tous les moyens financiers et humains lui sont mobilisés pour que

l'enfant algérien puisse naître et grandir dans un environnement lui garantissant ses droits au bien-être et à l'épanouissement.

Tout en soulignant que les problématiques du genre et de l'enfance sont prises en charge que dans le cadre des réformes budgétaires, Faïd a confirmé l'intérêt de son département ministériel à élargir la coopération avec l'UNICEF, afin d'y inclure de nouvelles thématiques se rapportant à ce domaine et qui pourraient hisser les performances réalisées par notre pays aux meilleurs standards internationaux, notamment en matière de financement du développement humain, où l'Algérie se positionne à un niveau appréciable dans le rapport onusien qui lui est consacré annuellement.

Pour sa part, Mme EL-KHODR qui a félicité l'Algérie pour sa volonté et ses efforts constants en direction de l'enfance et ses investissements substantiels en la matière, a indiqué que le nouveau Cadre de Coopération du Système des Nations Unies pour le Développement Durable, couvrant la période 2023-2027, est un engagement global qui couvre plusieurs axes de coopération et servira de base pour inscrire les projets d'appui technique évoqués lors de cette rencontre.

Enfin et à l'occasion de la journée mondiale de l'enfance attendue pour le 1er juin, les deux parties ont conclu sur l'importance de poursuivre ce dialogue et de le pérenniser, afin de consolider les liens de coopération bilatérale et les orienter vers la réalisation des attentes escomptés dans le cadre de la réalisation des droits de l'enfant.

Algérie 360°

[Banque d'Algérie et marché parallèle : cours de change du dinar algérien ce mercredi 31 mai](#)



Les cotations commerciales d'ouverture du dinar algérien à la Banque d'Algérie du 30 mai au 1er juin 2023 indiquent qu'il est possible d'acheter l'euro unique à 146.19 dinars algériens et de le vendre à 146.26 dinars algériens. De son côté, le billet vert américain peut être acheté à 136.87 dinars algériens et vendu à 136.89 dinars algériens à la Banque d'Algérie.

Cependant, au niveau du marché noir de change, l'euro et le dollar américain stagnent. En effet, la monnaie européenne unique s'échange encore contre 225.00 dinars algériens à l'achat et contre 227.00 dinars algériens à la vente. Tandis que l'unité du dollar américain se maintient à 207.00 dinars algériens à l'achat et à 210.00 dinars algériens à la vente.

Par ailleurs, les cours de change du marché officiel de la Banque d'Algérie affichent le taux d'achat du dollar canadien à 100.65 dinars algériens et son taux de vente à 100.69 dinars algériens. Alors que les cambistes du Square d'Alger cèdent l'unité la monnaie canadienne contre 147.00 dinars algériens à l'achat et contre 149.00 dinars algériens à la vente.

En outre, les cours de change du marché officiel de la Banque d'Algérie proposent l'achat de la monnaie britannique unique à 169.02 dinars algériens et sa vente à 169.08 dinars algériens. Tandis qu'au niveau de la bourse informelle, les cambistes échangent l'unité de la livre sterling contre 250.00 dinars algériens à l'achat et contre 252.00 dinars algériens à la vente.

Le dinar face aux devises en Banque et au marché noir ce 31 mai

Dans le tableau ci-dessous, nous vous résumons les taux de change du dinar algérien face aux principales devises étrangères en Banque et au marché noir pour ce mercredi 31 mai 2023 :

Devises	Officiel / achat	Officiel / vente	Marché noir / achat	Marché noir / vente
Euro (€)	146,19	146,26	225,00	227,00
Dollar US (\$)	136,87	136,89	207,00	210,00
Livre Sterling (£)	169,02	169,08	250,00	252,00
Dollar CAN (\$C)	100,65	100,69	147,00	149,00
Dirham EAU (AED)	37,26	37,27	51,00	54,00

PRIXDUBARIL.com

[Le pétrole glisse encore, la Russie fragilise le regain d'influence de l'Opep+](#) [mercredi 31 mai 2023](#)

cours du petrole Cours de clôture: Les cours du pétrole sont restés orientés à la baisse, mercredi, sapés par des indicateurs chinois jugés décevants, sur fond de demande abondante alimentée par la Russie, qui fait cavalier seul et fragilise l'influence de l'alliance Opep+.

Le prix du baril de BrentBRENT Le Brent ou brut de mer du nord, est une variation de pétrole brut faisant office de référence en Europe, coté sur l'InterContinentalExchange (ICE), place boursière spécialisée dans le négoce de l'énergie. Il est devenu le premier standard international pour la fixation des prix du pétrole. de la mer du Nord pour livraison en juillet, dont c'était le dernier jour de cotation, a terminé en baisse de 1,19%, à 72,66 dollars.

Quant au baril de West Texas Intermediate (WTIWTI Le West Texas Intermediate (WTI), aussi appelé Texas Light Sweet, est une variation de pétrole brut faisant office de standard dans la fixation du cours du brut et comme matière première pour les contrats à terme du pétrole auprès du Nymex (New York Mercantile Exchange), la bourse spécialisée dans l'énergie.) américain, également avec échéance en juillet, il a lui cédé 1,97%, à 68,09 dollars.

Pour Edward Moya, analyste d'Oanda, le marché a mal réagi aux indicateurs d'activité PMI publiés par le Bureau national des statistiques (BNS) chinois, qui ont montré que l'industrie manufacturière avait continué à se contracter en mai, mais aussi que le secteur des services avait ralenti sa progression.

"Ces chiffres sont décevants et émanent du premier importateur mondial", a souligné Susannah Streeter, d'Hargreaves Lansdown.

Pour Carsten Fritsch, de Commerzbank, les opérateurs s'inquiètent également de la poursuite d'une politique monétaire volontariste par la banque centrale américaine (Fed), pas convaincue par la récente décélération de l'inflation, ce qui pourrait pénaliser la demande d'or noir.

L'appréciation du dollar a aussi mis les cours sous pression. L'essentiel des contrats sur le pétrole étant libellés en billets verts, une hausse du dollar provoque souvent une contraction mécanique du prix du brut pour neutraliser l'effet de change.

A ces facteurs s'ajoutent des éléments techniques, selon Andrew Lebow, de Commodity Research Group. La chute de mardi a fait franchir aux prix des seuils techniques à la baisse et entraîné des ventes automatiques ainsi qu'un repositionnement spéculatif à la baisse.

Côté offre, "le marché est de plus en plus préoccupé par la production russe", qui a "peut-être été réduite à la marge, mais certainement pas des 500.000 barils par jour qu'ils avaient promis" en février, explique l'analyste.

Quelque 2,5 millions de barils ont été exportés quotidiennement en mai depuis les trois ports occidentaux de Russie, Novorossiisk, Ust-Luga et Promorsk, selon l'agence Bloomberg, un sommet depuis octobre 2018, date à laquelle elle a commencé à compiler ces données.

"La Russie affaiblit" la position de l'alliance OPEP+, formée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses partenaires de l'accord OPEP+, selon Andrew Lebow.

"Les Saoudiens vont finir par se demander s'il faut continuer à réduire leur production et abandonner des parts de marché à la Russie qui, elle, ne diminue pas ses exportations", anticipe l'analyste, alors que doit se tenir dimanche une réunion ministérielle des membres de l'OPEP+.

مالية: السيد فايد يستقبل المديرية الإقليمية لمنظمة اليونيسف لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا

الجزائر، 31 مايو 2023 (وأج)- استقبل وزير المالية، السيد لعزیز فايد، اليوم الاربعاء بمقر الوزارة المديرية الإقليمية لمنظمة الأمم المتحدة للطفولة (اليونيسيف) في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، أدیل الخضر، والوفد المرافق لها، حسب بيان للوزارة.

وشكل هذا اللقاء الذي يأتي عقب لقاء شهر أبريل 2023، مع المنسق المقيم لنظام الامم المتحدة بالجزائر، بالنسبة للطرفين "فرصة لتحديد اهداف تعاون مستقبلي مع وزارة المالية، بما يجعل مجال الطفولة على رأس اولوياتها"، حسب المصدر ذاته .

ولبلوغ هذا الهدف، شدد السيد فايد على أن "حماية الأطفال في الجزائر بمفهومها الواسع تعتبر حقا مكرسا في دستور البلاد، لهذا يتم تسخير جميع الموارد المالية والبشرية لضمان ولادة ونمو الطفل الجزائري في بيئة تضمن له حقوقه في للعيش في رفاهية وازدهار."

وإذ أبرز أنه "تم التكفل بقضايا النوع الاجتماعي والطفولة في إطار إصلاحات الميزانية"، أكد الوزير "اهتمام دائرته الوزارية بتوسيع التعاون مع منظمة اليونيسف لإدراج موضوعات جديدة في هذا المجال والتي من شأنها ترقية الأداءات في بلادنا إلى المعايير الدولية لاسيما فيما يتعلق بتمويل التنمية البشرية، حيث تحتل الجزائر في هذا الصدد مكانة مرموقة في تقرير الأمم المتحدة."

من جهتها، أشارت السيدة الخضر التي هنأت "الجزائر على ارادتها وجهودها المتواصلة تجاه الطفولة واستثماراتها الجوهرية في هذا المجال"، إلى أن "الاطار الجديد للتعاون الخاص بنظام الأمم المتحدة للتنمية المستدامة لفترة 2023-2027 يعتبر التزاما شاملا يغطي عديد محاور التعاون ويشكل قاعدة لتسجيل مشاريع الدعم التقني التي تم التطرق إليها خلال هذا اللقاء."

وفي الأخير، وبمناسبة اليوم العالمي للطفولة، الذي يحتفى به في 1 يونيو من كل سنة، " اتفق الطرفان على أهمية مواصلة هذا الحوار ودعم استمراريته، بهدف تعزيز روابط التعاون الثنائي وتوجيهها نحو تحقيق التطلعات المرجوة في إطار حقوق الطفل".



وزير المالية يستقبل المديرية الإقليمية لمنظمة اليونيسف لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا

استقبل وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم، بمقر الوزارة المديرية الإقليمية لمنظمة الأمم المتحدة للطفولة "اليونيسيف" في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، أدیل الخضر، والوفد المرافق لها، حسب بيان للوزارة.

وشكل هذا اللقاء الذي يأتي عقب لقاء شهر أبريل 2023، مع المنسق المقيم لنظام الأمم المتحدة بالجزائر، بالنسبة للطرفين "فرصة لتحديد اهداف تعاون مستقبلي مع وزارة المالية، بما يجعل مجال الطفولة على رأس اولوياتها"، حسب المصدر ذاته.

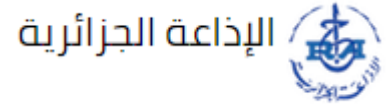


ولبلوغ هذا الهدف، شدد فايد على أن "حماية الأطفال في الجزائر بمفهومها الواسع تعتبر حقا مكرسا في دستور البلاد، لهذا يتم تسخير جميع الموارد المالية والبشرية لضمان ولادة ونمو الطفل الجزائري في بيئة تضمن له حقوقه في العيش في رفاهية وازدهار."

وإذ أبرز أنه "تم التكفل بقضايا النوع الاجتماعي والطفولة في إطار إصلاحات الميزانية"، أكد الوزير "اهتمام دائرته الوزارية بتوسيع التعاون مع منظمة اليونيسف لإدراج موضوعات جديدة في هذا المجال والتي من شأنها ترقية الأداءات في بلادنا إلى المعايير الدولية لاسيما فيما يتعلق بتمويل التنمية البشرية، حيث تحتل الجزائر في هذا الصدد مكانة مرموقة في تقرير الأمم المتحدة."

من جهتها، أشارت السيدة الخضر التي هنأت "الجزائر على إرادتها وجهودها المتواصلة تجاه الطفولة واستثماراتها الجوهرية في هذا المجال"، إلى أن "الإطار الجديد للتعاون الخاص بنظام الأمم المتحدة للتنمية المستدامة لفترة 2023-2027 يعتبر التزاما شاملا يغطي عديد محاور التعاون ويشكل قاعدة لتسجيل مشاريع الدعم التقني التي تم التطرق إليها خلال هذا اللقاء."

وفي الأخير، وبمناسبة اليوم العالمي للطفولة، الذي يحتفي به في 1 جوان من كل سنة، "اتفق الطرفان على أهمية مواصلة هذا الحوار ودعم استمراريته، بهدف تعزيز روابط التعاون الثنائي وتوجيهها نحو تحقيق التطلعات المرجوة في إطار حقوق الطفل."



أوشار للإذاعة: المديرية العامة للضرائب ستشهد تغييرا جذريا في نمط التسيير ابتداء من 01 جويلية القادم

كشف نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية أوشار سفيان هذا الأربعاء، أن المديرية العامة للضرائب باشرت بصفتها العصب المحرك لميزانية الدولة في ورشة عصرنة على نطاق واسع والهادفة إلى إعادة هيكلة مختلف مصالحها من خلال استحداث هيئات عصرية إلى جانب تبسيط إجراءاتها الإدارية وتحسين نوعية الخدمة المقدمة للمرفق العام لاسيما تلك المتعلقة بالرقمنة معلنا عن أن نمط تسيير هذه المديرية سيشهد تغييرا جذريا ابتداء من الفاتح جويلية القادم.

وذكر أوشار سفيان خلال نزوله ضيفا هذا الأربعاء على برنامج "ضيف الصباح" للقناة الإذاعية الأولى العوامل التي أدت بالمديرية العامة للضرائب إلى تبني هذا المنهج الجديد في الإصلاح الميزانياتي والمتمثلة في الرغبة في التسيير الأفضل والعقلاني للمال العام إلى جانب تحديد الأهداف حسب الأولويات الاستراتيجية لتحسين الضرائب والرسوم.

وأكد ضيف الصباح أنه يتوجب على جميع الإدارات العمومية بوضع منظومة فعالة لقياس الأداء حيث يتم إعداد هذه المنظومة بتحديد الأهداف الاستراتيجية والعملياتية بإسناد مؤشرات الأداء لمختلف الأهداف باعتماد البرامج الفرعية وكذا النشاطات والنشاطات الفرعية كاشفا أن مسؤولي البرامج وكذا مسؤولي الأنشطة هم المعنيون بإبرام عقود النجاح.

وأضاف نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية أن الوزارة تقوم بمجهودات كبيرة من أجل مرافقة كل الفاعلين في هذا المجال لتمكينهم من استيعاب إجراءات وأدوات التسيير الجديدة المنصوص عليها في القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية حيث قامت وزارة المالية ببرمجة مجموعة من التمارين التجريبية والمتعلقة بإعداد ميزانية البرامج.

وأشار أوشار سفيان إلى أن المديرية العامة للضرائب ستشهد ابتداء من 01 جويلية القادم تغييرا جذريا في نمط التسيير بالإعتماد على نظام الحوكمة القائم على النجاح حيث وكمحلة أولى سيتم تقييم نشاطات المصالح القاعدية بصدد السداسي الثاني لسنة 2023.

عن ملتيميديا الإذاعة الجزائرية/ عبدالحق بن مهدي

بنك الجزائر: تمويل الاقتصاد محور اجتماع فصلي مع البنوك والمؤسسات المالية



عقد محافظ بنك الجزائر، صلاح الدين طالب، اليوم الأربعاء بالجزائر العاصمة، الاجتماع الفصلي مع البنوك والمؤسسات المالية، حيث تمحور الموضوع الأساسي حول تمويل الاقتصاد.

وأوضح بيان لبنك الجزائر، انه تم خلال هذا الاجتماع دعوة البنوك الى "تعزيز وتطوير تمويل الاقتصاد، بما ان هذه الأخيرة تسجل ظروفًا مناسبة من حيث السيولة والقدرة على الدفع، مما يدل على توفر هامش كبير في هذا المجال".

كما أكد ذات المصدر، ان تحليل المؤشرات الظرفية للفترة الممتدة بين 2022 و نهاية مارس 2023، تشير الى نمو للقروض الا انها تظل "غير كافية" بالنظر الى امكانيات تمويل القطاع المصرفي.

وسمح الاجتماع من جانب آخر -يضيف البيان-، بإجراء نقاش مثمر بين بنك الجزائر والبنوك والمؤسسات المالية، سيما حول الاعمال التي من شأنها اعطاء ديناميكية جديدة في التعبئة المثلى لقدرات التمويل التي تتوفر عليها البنوك. كما أضاف بنك الجزائر، ان الإطار القانوني الجديد يستجيب بشكل أفضل الى الابتكارات والتطورات التكنولوجية، و يدفع مزيدا من الاستثمارات عبر بروز فاعلين جدد و يوسع عرض منتجات التمويل و الخدمات البنكية.

كما يتعلق الأمر -حسب المصدر ذاته-، "بمرحلة أساسية، يجب على المنظومة البنكية التكيف معها عبر المساهمة في إرساء صناعة بنكية فعالة من شأنها ضمان تنمية مستدامة".



المشروع التمهيدي لقانون الإجراءات المدنية والإدارية على طاولة الحكومة

درست الحكومة في إجتماعها الدوري برئاسة الوزير الاول أيمن بن عبد الرحمان مشروع تمهيدي قدمه وزير العدل حافظ الأختام.

وحسب بيان مصالح الوزير الاول قدم وزير العدل خلال إجتماع الحكومة مشروع تمهيدي لقانون والمتضمن قانون الإجراءات المدنية والإدارية. والذي يعدل ويتم مشروع هذا القانون رقم 08 - 09 المؤرخ في 25 فيفري 2008.

ويندرج مشروع هذا القانون في إطار إستكمال مسار تنفيذ التزام رئيس الجمهورية من أجل إصلاح شامل وعميق للعدالة. لاسيما من خلال تعزيز فعاليتها وتسهيل الولوج إليها وتحسين سيرها. وكذا تسيير القضايا أمام الجهات القضائية، بما يعزز أكثر فأكثر من ضمانات المحاكمة العادلة وحق الدفاع في المادتين المدنية والإدارية.

ويتضمن يتضمن مشروع القانون أحكاما تهدف إلى تبسيط الإجراءات وعصرنتها ورقمتها، وترقية الدور الإيجابي للقاضي، وتأسيس وسائل جديدة للتحقيق وإعادة تفعيل إجراءات التبليغ والتنفيذ.



ابتداء من 1 جويلية.. تغيير جذري في نمط تسيير مديرية الضرائب

سيشهد نمط تسيير المديرية العامة للضرائب تغييرا جذريا ابتداء من الفاتح جويلية القادم، حسب ما كشفه نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية أوشار سفيان.

وخلال نزوله ضيفا، الأربعاء، على برنامج "ضيف الصباح" أكد أوشار أن مديرية الضرائب باشرت بصفتها العصب المحرك لميزانية الدولة في ورشة عصرنة على نطاق واسع.

وأوضح المتحدث أن الورشة تهدف إلى إعادة هيكلة مختلف مصالح المديرية من خلال استحداث هيئات عصرية إلى جانب تبسيط إجراءاتها الإدارية وتحسين نوعية الخدمة المقدمة للمرفق العام لاسيما تلك المتعلقة بالرقمنة.

وذكر أوشار العوامل التي أدت بالمديرية العامة للضرائب إلى تبني هذا المنهج الجديد في الإصلاح الميزانياتي والمتمثلة في الرغبة في التسيير الأفضل والعقلاني للمال العام إلى جانب تحديد الأهداف حسب الأولويات الاستراتيجية لتحسين الضرائب والرسوم.

وأكد ضيف الصباح أنه يتوجب على جميع الإدارات العمومية بوضع منظومة فعالة لقياس الأداء حيث يتم إعداد هذه المنظومة بتحديد الأهداف الاستراتيجية والعملياتية بإسناد مؤشرات الأداء لمختلف الأهداف باعتماد البرامج الفرعية وكذا النشاطات والنشاطات الفرعية كاشفا أن مسؤولي البرامج وكذا مسؤولي الأنشطة هم المعنيون بإبرام عقود النجاحة.

وأضاف نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية أن الوزارة تقوم بمجهودات كبيرة من أجل مرافقة كل الفاعلين في هذا المجال لتمكينهم من استيعاب إجراءات وأدوات التسيير الجديدة المنصوص عليها في القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية حيث قامت وزارة المالية ببرمجة مجموعة من التمارين التجريبية والمتعلقة بإعداد ميزانية البرامج.

وأشار أوشار سفيان إلى أن المديرية العامة للضرائب ستشهد ابتداء من 01 جويلية القادم تغييرا جذريا في نمط التسيير بالإعتماد على نظام الحوكمة القائم على النجاحة حيث وكمحلة أولى سيتم تقييم نشاطات المصالح القاعدية بصدد السداسي الثاني لسنة 2023.

المنتجات الجزائرية تستفيد من إزالة نسبية أو صفرية للجمركة البريطانية

ستكون آلاف المنتجات الجزائرية معفية الرسوم الجمركية البريطانية، ابتداء من 19 جوان القادم، تاريخ دخول حيز التنفيذ خطة التجارة الجديدة للبلدان النامية التي أطلقتها المملكة المتحدة، بحسب ما ذكرت سفيرتها بالجزائر، شارل واردل في لقاء صحفي نشطته، اليوم، برفقة نائب المفوض التجاري لإفريقيا للملك، أليستر لونج ورئيس قسم التفضيلات التجارية في وزارة الخارجية، سيمون كالفيرت، ومسؤولة السياسة التجارية تجاه الجزائر ببريطانيا، عايدة بن غربال.



وذكرت السفيرة، أن الخطة عبارة على مقارنة تجارية جديدة مع 64 اقتصادا ناشئا سريع النمو، وتشمل الجزائر، مشيرة إلى أنها تتنجم مع رغبة الجزائر في تنويع اقتصادها والذهاب إلى رفع من صادراتها، ولمست ذلك في أحاديث وتصريحات سابقة مع رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، ومن خلال ملاحظاتها وزياراتها لعدة مناطق .

وبخصوص آليات عمل الخطة في الواقع، أوضح منشطو اللقاء بأنها تتمثل في خطة مرفوقة بمنصة رقمية تفاعلية مجانية، تسمح للمتعاملين التجاريين، من دون استثناء، بمباشرة الإجراءات التواصل واستعراض منتجاتهم عبر الانترنت، تمهيدا للدخول في عملية تواصلية مع خبراء من بريطانيا للحديث عن طبيعة ونوعية المنتج المقترح، ومدى إمكانية إفتاكا الموافقة لاستيراده والاستفادة من إزالة نسبية أو صفرية للمستحقات الجمركية البريطانية.



هذه قيمة صرف 100 أورو مقابل الدينار في البنك وفي "السكوار"

عرفت العملية الأوروبية الموحدة شبه استقرار في التعاملات الرسمية اليوم مقابل الدينار الجزائري، فيما لم يطرأ أي تغيير للدولار الأمريكي أمام العملة الوطنية.

سجلت قيمة 1 أورو في البنك 146.13 دينار للشراء ومقابل 146.72 دينار جزائريا للبيع. وعليه 100 أورو = 14613 دج للشراء، مقابل 14672 للبيع.

وفي "السكوار" 1 أورو يساوي 225.00 دينار جزائري للشراء و227.00 دينار جزائري للبيع وعليه فإن سعر 100 أورو يساوي 22500 دينار للشراء و22700 دينار للمبيع.

وبالنسبة للدولار الأمريكي يساوي 1 دولار أمريكي 136.72 دينار جزائري للشراء، و136.93 للمبيع بسعر البنك.

وعليه فإن 100 دولار تساوي 13672 دينار للشراء و13693 دينار للمبيع.

في السوق السوداء "السكوار يساوي 1 دولار 207.00 دينار جزائري للشراء ومقابل 210.00 دينار جزائري للبيع. وتساوي 100 دولار 20700 للشراء و21000 للمبيع.

49^e CONFÉRENCE ET AG DE L'OAA

Les assureurs s'engagent à renforcer leur coopération

APRÈS CINQ JOURS de débats autour de la thématique relative à la contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique, plusieurs recommandations ont été formulées et validées par l'assemblée générale de l'Organisation des assurances africaines (OAA), dont les travaux ont pris fin hier.

Il s'agit de renforcer, en premier lieu, la collaboration et la coopération interafricaines dans le domaine des assurances entre les différents marchés. Dans ce sillage, les participants ont mis l'accent sur l'importance de créer des synergies afin de consolider l'industrie des assurances en introduisant des solutions innovantes et technologiques, notamment au profit du secteur agricole. Objectif : permettre une meilleure résilience face aux aléas climatiques. Eu égard à sa riche expérience en matière d'assurance agricole, l'Algérie a été sollicitée par plusieurs pays africains en vue d'apporter son savoir-faire en la matière, a indiqué le président de l'OAA, Cherif Benhabib. Lors d'un point de presse animé à l'issue de l'assemblée générale, tenue hier à huis clos, Benhabib a souligné que l'Algérie proposera des solutions, notamment en matière d'assurance contre la sécheresse qui devient, a-t-il déploré, un phénomène récurrent à travers tout le continent. Benhabib a également assuré que l'Algérie échangera, en outre, son expérience en matière de micro-assurance, un instrument qui constitue, d'après lui, un levier pour développer l'agriculture en apportant un soutien aux petits éleveurs et agriculteurs qui ont un faible revenu.

Selon lui, les plus importantes résolutions de ce colloque africain sont la prise de conscience sur l'impératif «de conjuguer les efforts africains pour développer l'industrie des assurances, considérée comme le parent pauvre, afin qu'elle joue pleinement son rôle mais aussi de réserver la prime d'assurance générée au continent africain». Benhabib a évoqué également la mise en place d'un plan stratégique par l'OAA qui «prend, a-t-il précisé, un certain nombre d'actions qui vont consacrer le développement économique et social

par l'assurance d'une manière générale et notamment l'assurance agricole», citant, entre autres, la micro-assurance. L'introduction de la numérisation devient, a-t-il certifié, une nécessité absolue. «Nous devons mettre en place une base de données et échanger nos informations, notamment des données satellitaires, et sur les conditions climatiques pour pouvoir construire un plan d'action commun», a-t-il soutenu, avant d'ajouter que l'accent a été mis également sur l'exigence de revoir et de renforcer la législation. «Nous avons eu des rencontres avec les autorités de contrôle et de régulation avec lesquelles nous travaillons en étroite collaboration. Nous veillons à faire respecter les recommandations par tous les acteurs», a-t-il indiqué tout en attestant que l'Algérie est très honorée d'être choisie pour présider l'OAA.

DIMINUER LE FARDEAU DE LA SÉCHERESSE

Sur le plan organisationnel, le DG de la CNMA a affirmé que la conférence a été «une réussite totale» marquée par une présence record dépassant les 2.000 participants. Le secrétaire général de l'OAA, Jean-Baptiste Ntukamazima, a, lui aussi, soutenu que cette rencontre «est la meilleure conférence de l'OAA de par le nombre des participants, de l'organisation et du respect du timing lors des discussions sur les sujets examinés». Il a souligné que la sécurité alimentaire est un enjeu majeur, faisant observer que sur les 828 millions de personnes qui souffrent dans le monde de la famine, 90% sont en Afrique et en Asie. L'assureur se doit, a-t-il insisté, de trouver des mécanismes pour juguler les causes qui aggravent ce phénomène, dont les changements climatiques. Il a fait savoir que l'Afrique du Nord est 2 fois moins exposée à la famine que l'Afrique subsaharienne. «La contribution des assureurs est de diminuer le fardeau et les risques de sécheresse,



d'inondations et d'autres risques climatiques. Ce que nous pouvons faire est d'accorder une compensation financière qui permet au ménage et à la population de pouvoir résister et faire des investissements», a-t-il argué. A la fin de l'AG, le

SG et les membres de l'OAA ont assisté à la cérémonie de création de l'association des femmes africaines qui exercent dans le domaine de l'assurance.

■ Wassila Ould Hamouda

NACER SAÏS, PDG DE LA CAAT «Il faut un système par la subvention de la prime»

Entretien réalisé par Wassila O. H.

Dans cet entretien, le président-directeur général de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT) explique ce qu'est la micro-assurance, une des recommandations formulées lors de la 49^e conférence de l'Organisation des assurances africaines (OAA), mettant en avant l'approche qui devra être adoptée en Algérie.

Une des propositions phares formulées lors de cette 49^e conférence de l'OAA est le développement de la micro-assurance. A quel type de population est-elle destinée ?

La micro-assurance est un nouveau concept qui est en train d'émerger dans le monde de l'assurance. Il a été expérimenté avec succès en Inde ainsi que dans d'autres pays d'Asie, où de vastes populations vivent dans des conditions de grande vulnérabilité et qui nécessitent d'avoir accès à l'assurance. Ce concept a été introduit, initialement, dans la banque à travers le concept de «micro-crédits». La micro-assurance est donc venue après la micro-finance. C'est une assurance qui est destinée aux bourses les plus faibles, notamment dans la paysannerie. Parmi les solutions destinées à développer l'agriculture, la micro-assurance joue un rôle important. La sécurité alimentaire, la sécurité hydrique et la sécurité énergétique sont les défis majeurs de tous les pays du monde, particulièrement les pays africains, dans un contexte de réchauffement climatique. Les catastrophes naturelles, qui se produisaient autrefois cycliquement, tous les 50 ans, voire plus, connaissent actuellement une accélération de leurs fréquences. Les événements qui se produisaient autrefois tous les 10 ans se produisent, désormais, tous les 2 ans.

L'agriculture est le secteur le plus exposé aux événements catastrophiques, et la sécurité alimentaire est un enjeu majeur dans le monde. En effet, un peuple qui ne peut pas se nourrir normalement ne peut ni travailler ni produire. Dans ce contexte, il est essentiel que les compagnies d'assurances envisagent un système d'encouragement adapté à ces réalités. Un paysan qui investit dans sa production agricole et subit des pertes de récoltes se trouve dans une situation difficile et aura du mal à se relever et à investir une seconde fois. Non seulement il perd ses revenus, mais peut également se retrouver dans la précarité. Ainsi, les couvertures offertes par la micro-assurance présentent des avantages significatifs. Son accessibilité, son coût abordable et sa simplicité permettent aux paysans d'avoir la possibilité de bénéficier d'une valeur ajoutée et d'un pouvoir d'achat supplémentaire. De ce fait, en cas de pertes éven-



tuels, ils ont la possibilité de compenser les dommages subis et poursuivre leur activité agricole. Si nous, assureurs, parvenons à réaliser cela, nous contribuerons à accroître la production agricole et garantir ainsi la disponibilité constante de produits alimentaires à des prix abordables. Aussi, ce type d'assurance permet aux agriculteurs d'accéder aux crédits bancaires. Les banques sont rassurées lorsqu'elles sont assurées de l'existence d'une couverture en assurance au bout, en cas de perte de récoltes. Cela crée un cercle vertueux où le financement de l'agriculture et la création de valeur pour les paysans s'entrelacent de manière positive.

Est-ce que l'Algérie va aller vers ce processus ?

Pour le moment, nous ne sommes pas dans ce processus. Nous sommes plutôt dans un système où c'est l'Etat, à travers le Trésor public, qui prend à sa charge les indemnités. C'est vrai qu'en partie, tous les crédits accordés aux agriculteurs sont adossés à des assurances. Mais lorsqu'il y a des calamités, les assurances ne peuvent pas, à elles seules, assumer l'ensemble des frais qui en résultent. L'Etat intervient pour indemniser. Nous allons donc faire des propositions aux pouvoirs publics sur des solutions plus adaptées, pas forcément sur la micro-assurance, car nous ne sommes pas dans la situation de l'Inde ou du Pakistan. Nous suggérons un système agricole équivalent où l'intervention de l'Etat, au lieu de se produire en aval, après la survenance de catastrophes naturelles pour venir compenser les agriculteurs sinistrés, se ferait en amont pour encourager la mise en place d'un système d'assurance grâce à la subvention des primes. Cette approche permettrait à l'Etat de réduire ses dépenses en subventionnant les primes. Les assureurs sont là pour gérer et accompagner les paysans par le biais de conseils et d'un apprentissage approprié.

■ W. O. H.

CLÔTURE DE LA 49^e CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION AFRICAINE DES ASSURANCES (OAA) **CONSOLIDER LA COOPÉRATION INTERAFRICAIN**

La 49^e Conférence de l'organisation africaine des assurances, (OAA) qui s'est clôturée, hier, à l'hôtel El-Aurassi à Alger, a été marquée par d'importantes recommandations pouvant renforcer la coopération entre les entreprises d'assurance et de réassurance, notamment dans le domaine agricole, face aux risques majeurs des changements climatiques en Afrique. L'Algérie aspire, à travers les travaux de cette conférence, à élaborer des recommandations viables et à adopter des approches efficaces dans le domaine des assurances, trouver des solutions techniques innovantes et examiner les opportunités de financement entre les secteurs productifs et l'implication des assureurs et réassureurs dans le processus de développement économique. L'assurance est un maillon important dans le développement du secteur agricole en Afrique et un outil indispensable pour garantir la sécurité alimentaire, dans un contexte de risques climatiques majeurs. Cet important rendez-vous annuel a été aussi l'occasion pour les divers intervenants de réfléchir sur l'amélioration du secteur de l'assurance et de la réassurance en Afrique. Plusieurs autres sujets ont été abordés, essentiellement les perspectives de croissance du marché de l'assurance en Afrique et la nécessité d'améliorer son cadre réglementaire. Les conférenciers ont également évoqué les moyens et les outils techniques nécessaires pour développer l'industrie des assurances et instaurer un climat favorable à l'investissement dans ce secteur pour lutter contre les changements climatiques.

L'Algérie qui vient d'abriter la 49^e assemblée générale de l'Organisation des Assurances Africaines (OAA) verra M. Chérif Benhabiles occuper le poste de président de l'OAA pour un mandat d'une année. Parmi les principales recommandations, il s'agit selon le nouveau président de renforcer le partenariat entre les marchés africains, renforcer la législation avec les autorités de contrôle, mettre en place une banque de données, échanger des connaissances et des données satellitaires, et faire en sorte que nos primes d'assurances restent dans le continent. De son côté, Jean Baptiste Ntukamazina, SG de l'OAA, a mis en exergue la bonne organisation de cette édition qu'il qualifie de très satisfaisante et réussi en termes d'organisation. «C'est la meilleure conférence organisée jusqu'ici, grâce à toutes les facilitations accordées par le pays hôte». D'autres recommandations concernent le renforcement de la collaboration intercontinentale, en matière d'échange des expériences, en vue de renforcer l'assistance technique et la formation, en matière d'adaptation de produits et surtout en matière d'utilisation d'outils technologiques. A titre d'exemple, l'outil paramétrique, qui a fait ses preuves dans les pays ayant déjà pris de l'avance sur notre continent, permet de sécuriser les rendements agricoles, mais aussi d'inciter les agriculteurs d'investir dans un environnement bien sécurisé. D'autre part, cela permet d'alléger le budget de l'Etat avec la mise en place d'un partenariat public-privé.

La chef de l'exécutif de la société d'assurance et de réassurance tunisienne, Lamia Ben Mahmoud, a indiqué, en marge de la cérémonie de clôture de cet événement important, que l'OAA est une organisation prestigieuse qui existe depuis 1970 pour servir le continent africain en matière d'assurance. L'objectif de cette organisation est de renforcer la collaboration et la coopération interafricaine entre les pays et les différents marchés africains, en vue d'augmenter les capacités du secteur de l'assurance en Afrique, mais aussi de limiter la fuite des capitaux à l'étranger, a-t-elle souligné. Le but aussi est d'assurer un refinancement en faveur de tout le continent africain. Le thème central de cette édition s'articule autour de la sécurité alimentaire et le rôle des assurances dans ce domaine. Interrogé sur la coopération entre l'Algérie et la Tunisie dans ce domaine, l'oratrice a mis en exergue l'importance de «booster davantage les relations de partenariat, notamment avec l'Algérie et d'autres pays africains». «Nous entretenons de bonnes relations avec l'Algérie depuis une cinquantaine d'années. Nous avons des relations historiques sur tout le continent africain et nous souhaitons renforcer davantage ce partenariat», a-t-elle dit. Pour sa part, Henano Imanoele Raharitsiohaina, chef de service d'engineering, représentant de la société d'assurance et réassurance omnibranche de Madagascar, a indiqué pour sa part qu'ils «sont ici pour chercher des opportunités de partenariat et le but majeur est de trouver des possibilités de réseautage pour les professionnels du secteur des assurances». «Nous avons organisé des rencontres avec des organismes d'assurance, car nous sommes à la recherche des partenaires africains», a-t-il détaillé. Notons que l'Algérie présidera l'OAA pour un mandat d'une année, et ce, jusqu'à la prochaine conférence africaine des assurances, voire la 50^e édition qui se tiendra à Nairobi au Kenya. Près de 1.780 participants dont 110 étrangers provenant de 70 pays se sont réunis pour cette édition placée sous le thème «La contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire». Rappelons que le secteur des assurances en Algérie a enregistré en 2022 un chiffre d'affaires avoisinant les 155 milliards de DA, soit un taux d'augmentation estimé à 6% par rapport à l'année 2021, un taux «non négligeable qui pourrait être revu à la hausse dans le cadre de la relance économique en Algérie.

Samia B.

FAÏD REÇOIT
LA DIRECTRICE
DE L'UNICEF POUR
LA RÉGION MENA :
«**GARANTIR
LES DROITS
AU BIEN-ÊTRE ET À
L'ÉPANOUISSEMENT**»



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu, hier, au siège de son département ministériel, M^{me} Adèle El-Khodr, directrice pour la région MENA auprès du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF), ainsi que la délégation qui l'accompagne, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, qui succède à celle tenue au mois d'avril 2023, avec le coordinateur résident du Système des Nations unies en Algérie, a constitué pour les deux parties «une occasion de fixer ensemble les objectifs d'une collaboration future avec le ministère des Finances, mettant au cœur des priorités le domaine de l'enfance», explique la même source. A cet effet, M. Faïd a souligné que «la protection des enfants en Algérie, dans son sens le plus large, est un droit consacré dans la Constitution du pays et par conséquent, tous les moyens financiers et humains sont mobilisés pour que l'enfant algérien puisse naître et grandir dans un environnement lui garantissant ses droits au bien-être et à l'épanouissement».

Tout en soulignant que «les problématiques du genre et de l'enfance sont prises en charge dans le cadre des réformes budgétaires», le ministre a affirmé «l'intérêt de son département ministériel à élargir la coopération avec l'Unicef, afin d'y inclure de nouvelles thématiques se rapportant à ce domaine, qui pourraient hisser les performances réalisées par notre pays aux meilleurs standards internationaux, notamment en matière de financement du développement humain, où l'Algérie se positionne à un niveau appréciable dans le rapport onusien qui lui est consacré annuellement».

Pour sa part, M^{me} El-Khodr qui a «félicité l'Algérie pour sa volonté et ses efforts constants en direction de l'enfance et ses investissements substantiels en la matière», a indiqué que «le nouveau cadre de coopération du Système des Nations unies pour le développement durable, couvrant la période 2023-2027, est un engagement global qui couvre plusieurs axes de coopération et servira de base pour inscrire les projets d'appui technique évoqués lors de cette rencontre», a fait savoir le ministère.

Enfin, et à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, célébrée le 1^{er} juin, «les deux parties ont conclu sur l'importance de poursuivre ce dialogue et de le pérenniser, afin de consolider les liens de coopération bilatérale et les orienter vers la réalisation des attentes escomptées dans le cadre de la réalisation des droits de l'enfant».

ALGÉRIE-DANEMARK

L'état des relations financières bilatérales examiné

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu avant-hier mardi au siège du ministère, l'ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz, avec laquelle il a examiné l'état des relations économiques et financières bilatérales, ainsi que les voies et moyens à même de les consolider, indique un communiqué du ministère. Dans ce cadre, les deux parties se sont félicitées de la ratification de la Convention bilatérale en vue de l'élimination de la double imposition, tout en soulignant que l'entrée en vigueur de cette Convention constituera «un signal fort» aux opérateurs économiques des deux pays. pour stimuler leurs initiatives et doubler leurs efforts.

Organisation africaine des assurances L'Algérie va œuvrer à développer les produits d'assurance

✎ **L'Organisation africaine des assurances (OAA)**, dont la présidence est passée hier mercredi à l'Algérie, va œuvrer à densifier les échanges et la coopération interafricains et développer les produits d'assurance, notamment agricoles, a indiqué avant-hier mardi à Alger Cherif Benhabiles, le nouveau président de l'OAA.

«**La présidence de l'OAA est un défi pour l'Algérie.** Elle intervient dans un contexte particulier. De ce fait, les priorités de la présidence algérienne sont la facilitation des échanges entre les pays africains et la consolidation de nos relations et nos expériences» dans le domaine assurantiel, a déclaré Benhabiles, qui était vice-président de cette organisation pour laquelle est revenue la présidence suite à la passation pour l'Algérie avec le Kenya qui la présidait au cœur de l'année 2022. Il s'exprimait en marge du deuxième jour des travaux de la 49^e conférence de l'OAA.

Pour M. Benhabiles, cette dernière œuvrera à mettre en place des systèmes à même de développer et de fournir des produits d'assurance compatibles avec les besoins, et surtout avec les capacités financières des exploitants agricoles africains, souvent aux revenus modestes.

«**L'échange interafricain d'expériences et expertises doit être axé** notamment sur les systèmes d'information. Il faut qu'il y ait des plateformes communes, ouvertes et accessibles pour l'échange d'informations entre les compagnies d'assurances des pays africains», a plaidé M. Benhabiles, également directeur général de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA). Il a aussi mis en avant le bon déroulement des travaux de la conférence qui «est une réussite» puisque, a-t-il dit, elle a été marquée par une participation «record» avec 1.800 délégués venant de 70 pays. Le thème choisi, à savoir : «La contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique» a été «pertinente», ajoute M. Benhabiles, qui relève l'importance des propositions formulées lors des travaux, notamment celles ayant trait aux enjeux climatiques et les moyens à mettre en œuvre pour y faire face.

Interrogé sur les conclusions des réunions organiques tenues en marge de la conférence, notamment celle du Comité exécutif de l'OAA, M. Benhabiles a indiqué que cette instance a validé un plan stratégique à l'horizon 2025, qui appelle, entre autres, à une plus grande implication des pouvoirs publics pour «subventionner les assurances agricoles». «Ce plan prévoit une action envers les gouvernements pour les appeler à aider et subventionner les assurances agricoles et donner toute l'attention à ce type de produits, car il constitue un des moyens les plus sûrs pour assurer la sécurité alimentaire, et pour le développement économique de manière générale», précise-t-il.

Djamila Sai

ALGÉRIE-DANEMARK **L'ÉTAT DES RELATIONS BILATÉRALES EXAMINÉ**

Le ministre des Finances, Laaziz Fayed, a reçu mardi, au siège du ministère, l'ambassadrice du royaume du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz, avec laquelle il a examiné l'état des relations économiques et financières bilatérales, ainsi que les voies et moyens à même de les consolider, indique un communiqué du ministère. Dans ce cadre, les deux parties se sont félicitées de la ratification de la Convention bilatérale en vue de l'élimination de la double imposition, tout en soulignant que l'entrée en vigueur de cette Convention constituera «*un signal fort*» aux opérateurs économiques des deux pays pour stimuler leurs initiatives et doubler leurs efforts en vue de rehausser le niveau de la coopération économique bilatérale, souligne la même source.

M. Fayed a également abordé avec son interlocutrice «*les chantiers de réformes engagés par notre pays en vue de faire face aux défis de développement économique et social*», a fait savoir le ministère. Il a aussi fait part des mesures introduites par les pouvoirs publics pour l'amélioration de l'environnement lié à l'investissement et son écosystème, à l'effet de «*renforcer sa stabilité, sa transparence, ainsi que les garanties offertes aux investisseurs, y compris étrangers*», ajoute la même source.

Tout en saluant les efforts déployés par le gouvernement algérien, l'ambassadrice danoise a exprimé «*l'intérêt porté par de nombreuses entreprises danoises pour le marché algérien et ses potentialités*», selon le document.

بريطانيا تضع خطة لتشجيع التصدير نحو أسواقها إعفاء آلاف المنتجات الجزائرية من الرسوم الجمركية

للشركات الجزائرية لمساعدتها في العثور على مشترين لمنتجاتها وتصديرها إلى المملكة المتحدة.

وحول علاقة المخطط الجديد بنظام التأشيرة، ومدى وجود إجراءات لتسهيل استصدار التأشيرة لتسهيل العملية، أجاب منشطو الندوة بأن العمل عن طريق المنصة لا يعني أن يهملوا الاتصال الشخصي المباشر، أو يقللوا من أهميته وشأنه، مشيرين إلى أن نظام استصدار التأشيرات لا يتداخل مع الخطة الجديدة ولا يتأثر بها حالياً، لأن هناك نظاماً موازياً وموحداً ومخصصاً لهذا الأمر تحت إشراف الحكومة البريطانية.

وسألت "الخبر" ما إذا حدد المخطط معايير محددة أو سقفاً معيناً للمنتجات المقترحة للتصدير، بالنظر إلى متطلبات السوق البريطانية المعروفة بالجودة، فأجابت المسؤولة عايدة بن غريبال أن هناك عدة خبراء متاحين بصفة تفاعلية دائمة ببوابة النمو للإجابة على أسئلة المصدرين بخصوص المعايير، ولا توجد محددات ثابتة ودائمة.

وفي هذا الصدد، أضافت السفيرة واردل أن السوق البريطانية "متنوعة بشكل مذهل"، لذا يمكن للمنتجات الجزائرية خوض المنافسة.

ويغطي المخطط 37 دولة في إفريقيا، و18 في آسيا، و8 في أوقيانوسيا، ودولتين في الأمريكتين، إذ يمثل فرصاً تجارية متنوعة ومثيرة في جميع أنحاء العالم.

م.ف. عثمانى

واستعرض المتدخلون خصائص المبادرة، وقالوا إنها أبسط وأكثر سخاء من مخططات التجارة التفضيلية في الاتحاد الأوروبي والولايات المتحدة الأمريكية، وتشمل مجموعة متنوعة من المنتجات التي لا يتم إنتاجها على نطاق واسع في بريطانيا.

وستستفيد المنتجات المقترحة للتصدير عبر المنصة من الرسوم الجمركية المنخفضة أو الصفرية، علاوة على إزالة بعض التعريفات الموسمية عن الجزائر كالمنتجات الفلاحية التي لا يمكن زراعتها في المملكة المتحدة في فصل الشتاء، بحيث ستكون تقريباً معفاة من الرسوم الجمركية خلال هذه الفترة لغالبية البلدان.

وبموجب الاتفاقية المسماة اختصاراً "DCTS"، تقول السفيرة، ستكون السلع الجزائرية أكثر قدرة على المنافسة في سوق المملكة المتحدة، ويمكن تصدير 92٪ من البضائع الجزائرية الصنع إلى المملكة المتحدة بإعفاء من الرسوم الجمركية، ما يوفر حسبها 1.2 مليون جنيه استرليني من الرسوم الجمركية حالياً، وربما أكثر وأكثر في المستقبل مع نمو الصادرات وتبويبها، تضيف المتحدثة.

بدوره، قال أليستر لونغ، نائب المفوض التجاري لصاحب الجلالة في إفريقيا، إن المخطط وبرنامج "بوابة النمو" المصاحب له يعكسان "حماس المملكة المتحدة والتزامها بتمية علاقتنا الاقتصادية مع الجزائر".

ويصاحب هذه الخطة منصة "بوابة النمو"، وهي خدمة مجانية لدعم الأعمال، تقدم

● ستكون آلاف المنتجات الجزائرية معفاة من الرسوم الجمركية البريطانية ابتداءً من 19 جوان القادم، تاريخ دخول مخطط جديد للتجارة مع البلدان النامية حيز التنفيذ، بعد أن أطلقته المملكة المتحدة، بحسب ما ذكرت سفيرتها بالجزائر شارن واردل في ندوة صحفية أمس، برفقة نائب المفوض التجاري للملك تشارلز الثالث لإفريقيا أليستر لونغ، ورئيس قسم التفضيلات التجارية في وزارة الخارجية سيمون كالفيرت، ومسؤولة السياسة التجارية مع الجزائر ببريطانيا عايدة بن غريبال.

وذكرت السفيرة واردل أن الخطة عبارة عن مقارنة تجارية جديدة مع 64 اقتصاداً ناشئاً سريع النمو، ومن بينها الجزائر، مشيرة إلى أنها تنسجم مع رغبة الجزائر في تنويع اقتصادها والذهاب إلى رفع صادراتها، ولمست ذلك في أحاديث وتصريحات سابقة مع رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، ومن خلال معايناتها خلال زيارتها لعدة مناطق في الجزائر.

ويخصوص آليات عمل الخطة في الواقع، أوضح منشطو الندوة بأنها تتمثل في خطة مرفقة بمنصة رقمية تفاعلية مجانية، تسمح للمتعاملين التجاريين، من دون استثناء، بمباشرة إجراءات التواصل واستعراض منتجاتهم عبر الإنترنت، تمهيداً للدخول في عملية تواصلية مع خبراء من بريطانيا للحد من عن طبيعة ونوعية المنتج المقترح، ومدى إمكانية افتكاك الموافقة لاستيراده والاستفادة من إزالة نسبية أو صفرية للمستحقات الجمركية البريطانية.

الأمن الرقمي بين وعي المجتمع وهشاشة المستخدم المواطنة الرقمية في الجزائر.. أخلاقيات ومخاطر تعليم الجيل الناشئ اكتساب المهارات الاتصالية الجديدة

وتعمل الميديا الجديدة على تأطير أشكال جديدة من الممارسات الاجتماعية، بسماحها للأفراد بالتعبير عن هوياتهم وعوالمهم الذاتية. وجاء في الوثيقة: "عززت المنصات التكنولوجية عملية الانفتاح الهوياتي وشكلت فضاءات خاصة تشكلت فيها حالات تواصلية يتفاعل فيها المستخدمون عبر أنواع مستحدثة من الكتابة والتدوين، ويفتحها للفضاءات التبادلية التشاركية أضحت الانترنت فضاء للمداولات والنقاشات العمومية شكّل ما يسمى بالمجال العام الافتراضي".

حدود الخصوصية

وفي ورقة بحثية أخرى قدمت في هذا المؤتمر، تناول الباحثان الدكتور جمال شريف من جامعة ألكي محند اولحاج (البويرة)، والدكتور رمضان بن منصور جامعة مولود معمري (تيزي وزو)، مسألة هامة تتعلق بأخطار انتهاك الخصوصية الرقمية للمستخدم وأثرها على الرابطة الأسرية دراسة في المسببات والحلول.

ويشير الباحثان، في ملخص الدراسة إلى أن الوسائط الاتصالية الجديدة في الجزائر، وعلى غرار دول العالم، شكلت "بيئة تواصلية جديدة وفرصة للتواصل والتماسك الأسري، إذ مع تزايد أعداد المستخدمين لهذه الوسائط في السنوات الخمس الأخيرة في المجتمع الجزائري، البالغة أكثر من 22 مليون مستخدم فيفيسوك وحده حسب آخر الإحصائيات - عرفت البلاد كذلك تزايد مشكلات ارتبطت عموماً بأخطار انتهاك البيانات الشخصية للمستخدمين وتقويض الأمن الرقمي".

وبالحديث عن المخاطر، يتطرق الباحثان إلى ما أوجده تزايد الاستخدامات فلق مشروع حول كيفية حماية بيانات المستخدمين من الاختراق والقرصنة والتهديدات الالكترونية المرتبطة بالجرائم الالكترونية عموماً في بلدان العالم الثالث.

ورغم ما لها من إيجابيات، إلا أن البيئة الرقمية في الجزائر عرّزت من مخاوف المستخدم من الأخطار المرتبطة بهذه الوسائط وأثارها على الفرد وعلى الأسرة عموماً: "ساهمت هذه الوسائط الالكترونية في تهديد المجتمع من خلال تزايد حالات الطلاق في المجتمع الجزائري في العقد الأخير من الزمن، إلى جانب تنامي جرائم التشهير والابتزاز والتحرش الالكتروني والخيانة الزوجية الرقمية والتفكك الأسري وغيرها من السلوكيات المهذبة للرابطة الأسرية بكلّ تجلياتها".

بالأسرة، المحيط المجتمعي، المدرسة، الجامعة، وسائل الإعلام، إلى وسائط الاتصال.. الخ، مثلما هو مطلوب أيضا من وسائل الإعلام "تسليط الضوء على هذا النوع من المواضيع في البرامج التلفزيونية أو حتى في المسلسلات المتحركة الموجهة للأطفال"، مثلما تقول الدكتورة بن عمار سعيدة خيرة.

في الجانب التربوي والتعليمي، ينبغي الإسراع في إدراج مناهج تربوية مكثفة مع ما تتطلبه المجتمع اليوم، خاصة فيما يرتبط باستخدام الوسائط الاتصالية الرقمية، وتنفيذ برامج تدريبية للطلاب والتلاميذ متمثلة بالاستخدام الآمن والأخلاقي للوسائط التكنولوجية والتطبيقات الرقمية.

وفي رد عن سؤال حول مفاهيم جديدة ارتبطت بالظاهرة وتداعياتها، مثل المواطنة الرقمية، تشرح المتحدث أن المواطنة الرقمية هي "المصطلح المفتاحي في مشروعنا البحثي، وتعني بها الاستخدام المسؤول للتكنولوجيا الحاسوب، الانترنت وكل الوسائل الرقمية للتواصل مع باقي أفراد المجتمع، ويقوم هذا المصطلح على مجموعة من العوامل ليتحقق منها: الوصول الرقمي، التجارة الالكترونية، الأخلاقيات، الحقوق والواجبات الرقمية.. الخ". وفي نظر المتحدث، يمكن إرساء تربية معلوماتية في مؤسسات تربوية والوصول إلى عدد كبير من أفراد الأجيال المستقبلية المهمة باستخدام التكنولوجيا "لا يكفي إدراج دروس في المناهج التربوية، بل يجب وضع مواد متخصصة يقدمها تقنيون يساعدون على تعليم الجيل الناشئ على اكتساب المهارات الاتصالية الرقمية".

تهديات أخلاقية..

في ورقة بحثية، حول الموضوع، ركزت الباحثة عائشة لصلح من جامعة سطيف2، على جانب التحديات الأخلاقية لاستخدام وسائل الاتصال، إذ تشكل - حسبها - وسائل الإعلام وتكنولوجيات الاتصال حلقة أساسية في رسم حدود العلاقة وفهمها بين الجماهير وبناء التصورات والمواقف المختلفة.

وأوضحت هذه الوسائل، حسب الورقة البحثية، مصدرا مهما للتحكم في بسط وشد حدود الضوابط الأخلاقية والقيمية والمرجعية المقومة للإنسان، وزاد من شدة هذا التحكم ميلاد وسائط جديدة مكنت من إنشاء فضاءات جديدة لممارسة اتصالية وإعلامية بأبعاد مختلفة، وبصفة أكثر ديموقراطية لم تكن من ذي قبل.

يثير تطور الاستخدامات الرقمية وتوسع استعمالها مسائل غاية في الأهمية لدى الدول والحكومات، بالنظر إلى ما أفرزته من ظواهر وتداعيات على الأفراد والمجتمعات والمؤسسات، هذا التطور السريع في السنوات الأخيرة، يستدعي أدوات وآليات مواجهة و"ترشيد" الاستخدام في أطر مسؤولة وأمنة.

رضا ملاح

بقدر ما تقدمه الاستخدامات الرقمية من تسهيلات في مناحي حياة الإنسان، تطرح إشكاليات معقدة مرتبطة بالأمن الرقمي، تزداد تعقيدا، في غياب وعي مجتمعي والاستخدام اللامسؤول لهذه الأدوات ما يضاعف المخاطر والأضرار. هذه الجوانب المذكورة وأخرى، كانت محل مؤتمر علمي دولي "الأمن الرقمي في الجزائر بين وعي المجتمع وهشاشة المستخدم"، بجامعة الشهيد أحمد زيانة بغيليزان، من تنظيم مخابر الدراسات الاجتماعية والنفسية والأنثروبولوجية لجامعة الشهيد أحمد زيانة بغيليزان، وبالتنسيق مع مديرية الأمن الولائي. وتناولت محاور المؤتمر إشكاليات عديدة، وشارك فيها باحثون من الجزائر وخارجها، وتقول رئيس اللجنة التنظيمية الدكتورة بن عمار سعيدة خيرة، لـ"الشعب"، أنه تنظم هذا الحدث العلمي، في ظل تزايد استخدام الانترنت وتطبيقات الويب وغياب آليات الحماية الرقمية من جهة (أي كل ما هو تقني) وما يستلزمه من وعي وترشيد استخدامات الفرد، نتجت عن كل هذا، العديد من المخاطر والتهديدات الأمنية الرقمية على المستوى الفردي (الخصوصية)، المجتمعي (الجرائم الالكترونية) والمؤسساتي (النصب والاحتيال مثلا في التجارة الالكترونية)، وفق المتحدث.

وسجل المؤتمر مشاركات نوعية في تخصصات مختلفة وتنوعا في طرح المحاور بين الأبعاد التقنية، المجتمعية، النفسية، الدينية، الأخلاقية، السياسي وحتى الفلسفي.

المواطنة الرقمية

بالنظر إلى التداعيات الخطيرة التي تفرزها الاستخدامات الرقمية، وما تتطلبه من وعي مجتمعي، ترى الباحثة أنه من الواجب والضروري تفعيل دور جهات فاعلة في جميع مؤسسات التنشئة الاجتماعية، بدء

مالية: فايد يبحث حالة العلاقات الثنائية مع السفارة الدنماركية

استقبل وزير المالية السيد لعزیز فايد يوم الثلاثاء بمقر الوزارة سفير مملكة الدانمارك في الجزائر السيدة فانيسا فيفا ساينز التي بحث معها حالة العلاقات الاقتصادية والمالية الثنائية وكذا طرق وسبل تعزيزها. حسب ما جاء في بيان للوزارة.

وفي هذا الاطار، ثود الطرفان بالمصادقة على الاتفاقية الثنائية لالغاء الازدواج الضريبي مشيرين إلى ان دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق سيكون بمثابة «شارة قوية» للمتعاملين الاقتصاديين في البلدين لتشجيع المبادرات ومضاعفة جهودهم بقیة رفع مستوى التعاون الاقتصادي الثنائي. حسب ذات المصدر.

كما تطرق السيد فايد مع متحدثه إلى ورشات الاصلاح التي باشرتھا الجزائر لمواجهة تحديات التنمية الاقتصادية والاجتماعية. حسب الوزارة.

وذكر ايضا الاجراءات التي اتخذتها السلطات العمومية لتحسين بيئة الاستثمار ونظامها بقیة تعزيز استقرارها وشفافيتها وكذا الضمانات الممنوحة للمستثمرين لاسيما الاجانب». يضيف المصدر ذاته.

ويعد اشادتها بالجهود التي تبذلها الحكومة الجزائرية. اصريت السفيرة الدنماركية عن الاهتمام الذي توليه العديد من المؤسسات الدنماركية لسوق الجزائرية وامكانياتها». حسب البيان.

وفي الأخير، اتفق الطرفان على «تكثيف المبادلات واللقاءات بين متعاملي البلدين بقیة استكشاف مجالات ذات الاهتمام المشترك والعمل سوية على تعزيز التعاون الثنائي وتكثيفه».

مسؤول بوزارة المالية يكشف:

تغيير جذري في المديرية العامة للضرائب

الجديدة المنصوص عليها في القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية حيث قامت وزارة المالية ببرمجة مجموعة من التمارين التجريبية والمتعلقة بإعداد ميزانية البرامج. وأشار أوشار سفيان إلى أن المديرية العامة للضرائب ستشهد ابتداء من 01 جويلية القادم تغييرا جذريا في نمط التسيير بالاعتماد على نظام الحوكمة القائم على النجاعة حيث وكمرحلة أولى سيتم تقييم نشاطات المصالح القاعدية بصدد السداسي الثاني لسنة 2023.

هذه المنظومة بتجديد الأهداف الاستراتيجية والعملياتية باسناد مؤشرات الأداء لمختلف الأهداف باعتماد البرامج الفرعية وكذا النشاطات والنشاطات الفرعية كاشفا أن مسؤولي البرامج وكذا مسؤولي الأنشطة هم المعنيون بإبرام عقود النجاعة. وأضاف نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية أن الوزارة تقوم بمجهودات كبيرة من أجل مراقبة كل الفاعلين في هذا المجال لتمكنهم من استيعاب إجراءات وأدوات التسيير

وذكر أوشار سفيان خلال نزوله ضيفا أمس الأربعاء على برنامج «ضيف الصباح» للقناة الإذاعية الأولى العوامل التي أدت بالمديرية العامة للضرائب إلى تبني هذا المنهج الجديد في الإصلاح الميزانياتي والمتمثلة في الرغبة في التسيير الأفضل والعقلاني للمال العام إلى جانب تحديد الأهداف حسب الأولويات الاستراتيجية لتحسين الضرائب والرسوم. وأكد المتحدث أنه يتوجب على جميع الإدارات العمومية بوضع منظومة فعالة لقياس الأداء حيث يتم إعداد

كشفت نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية أوشار سفيان أمس الأربعاء، أن المديرية العامة للضرائب باشرت بصفتها العصب المحرك لميزانية الدولة في ورشة عصرنه على نطاق واسع والهادفة إلى إعادة هيكلة مختلف مصالحها من خلال استحداث هيئات عصرية إلى جانب تبسيط إجراءاتها الإدارية وتحسين نوعية الخدمة المقدمة للمرفق العام لاسيما تلك المتعلقة بالرقمنة معلنا عن أن نمط تسيير هذه المديرية سيشهد تغييرا جذريا ابتداء من الفاتح جويلية القادم.

نائب مدير التقديرات بوزارة المالية، أوشار سفيان، يكشف:

تغيير جذري في نمط تسيير الضرائب بدءاً من الفاتح جويلية

□ على جميع الإدارات العمومية وضع منظومة فعالة لقياس الأداء

كشفت أوشار سفيان نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية، أن المديرية العامة للضرائب باشرت بصفتها العصب المحرك لميزانية الدولة في ورشة عصرنة على نطاق واسع.



والعملياتية، بإستناد مؤشرات الأداء لمختلف الأهداف باعتماد البرامج الفرعية وكذا النشاطات والتشكلات الفرعية. كما أكد أن مسؤولي البرامج وكذا مسؤولي الأنشطة هم المعنيون بإبرام عقود التجارة.

كما أشار إلى أن المديرية العامة للضرائب ستشهد ابتداء من 01 جويلية القادم تغييرا جذريا في نمط التسيير، بالاعتماد على نظام الحوكمة القائم على التجارة. حيث وكمرحلة أولى سيتم تقييم نشاطات المعصالح القاعدية بحدود السادس الثاني لسنة 2023.

كما أضاف نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية، أن الوزارة تقوم بجهود كبيرة من أجل مرافقة كل الفاعلين في هذا المجال لتمكينهم من استيعاب إجراءات وأدوات التسيير الجديدة المنصوص عليها في القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية. حيث قامت وزارة المالية ببرمجة مجموعة من التمايز التجريبية والمتعلقة بإعداد ميزانية البرامج.

ن. سفيان علي

وأضاف أوشار خلال استضافته بالقناة الإذاعية الأولى، أن المديرية تهدف إلى إعادة هيكلة مختلف مصالحتها من خلال استحداث هيئات عصرية. إلى جانب تبسيط إجراءاتها الإدارية وتحسين نوعية الخدمة المقدمة للمرفق العام لا سيما تلك المتعلقة بالرقمنة. معلنا عن أن نمط تسيير هذه المديرية سيشهد تغييرا جذريا ابتداء من الفاتح جويلية القادم. وأوضح أوشار، أن العوامل التي أتت بالمديرية العامة للضرائب إلى تبني هذا المنهج الجديد في الإصلاح الميزانياتي والمتمثلة في الرغبة في التسيير الأفضل والعقلاني للعمال العام. إلى جانب تحديد الأهداف حسب الأولويات الاستراتيجية لتحسين الضرائب والرسوم.

وأكّد ذات المتحدث، أنه يتوجب على جميع الإدارات العمومية بوضع منظومة فعالة لقياس الأداء. حيث يتم إعداد هذه المنظومة بتحديد الأهداف الاستراتيجية



فايد يبحث حالة العلاقات الثنائية مع السفارة الدنماركية

استقبل وزير المالية لعزیز فايد، مساء أول أمس، بمقر الوزارة، سفير الدانمارك في الجزائر، فانيسا فيغا ساينز. التي يبحث معها حالة العلاقات الاقتصادية والتجارية الثنائية وكذا طرق تعزيزها، حسيما جاء في بيان للوزارة. في هذا الاطار، تود الطرفان بالمصادقة على الاتفاقية الثنائية للإلغاء الازدواج الضريبي، مشيرين إلى أن دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق سيكون بمثابة إشارة قوية للمتعاملين الاقتصاديين في البلدين لتشجيع المبادرات ومضاعفة جهودهم بغية رفع مستوى التعاون الاقتصادي الثنائي، حسب ذات المصدر.

كما لعرف فايد مع متحدته إلى ورشات الإصلاح التي باشرتها الجزائر لمواجهة تحديات التنمية الاقتصادية والاجتماعية، حسب الوزارة.

وذكر أيضا بالاجراءات التي اتخذتها السلطات العمومية لتحسين بيئة الاستثمار وخلقها، بغية تعزيز استقرارها وخلقها وكذا الضمانات المتوخاة للمستثمرين، لا سيما الأجانب.

يضيف المصدر ذاته:

وبعد اشاداتها بالجهود التي تبذلها الحكومة الجزائرية، أعربت السفارة الدنماركية عن الاهتمام الذي توليه العديد من المؤسسات الدنماركية لسوق الجزائرية وإمكاناتها.

في الأخير، اتفق الطرفان على تكثيف المبادرات والتقاءات بين متعاملي البلدين بغية استكشاف مجالات ذات الاهتمام المشتركة والعمل سوية على تعزيز التعاون الثنائي وتكثيفه.



اهتمام دنماركي متزايد بفرص الاستثمار في الجزائر



بحث وزير المالية، لعزیز فايد، أول أمس، مع سفيرة مملكة الدانمارك، في الجزائر السيدة، فانيسا فيغا ساينز وضعية العلاقات الاقتصادية والمالية الثنائية وسبل تعزيزها، حيث تود الطرفان بالمصادقة على الاتفاقية الثنائية لإلغاء الازدواج الضريبي، مشيرين إلى أن دخول الاتفاقية حيز التطبيق سيشكل إشارة قوية للمتعاملين الاقتصاديين في البلدين لتكثيف المبادرات ومضاعفة الجهود لرفع مستوى التعاون الاقتصادي بين البلدين. واستعرض الوزير بالمناسبة عمليات الإصلاح الواسعة التي باشرتها الجزائر لمواجهة تحديات التنمية الاقتصادية والاجتماعية وكذا الاجراءات الخاصة

لتحسين بيئة الاستثمار لتعزيزها واستقرارها وضمان شفائيتها، فيما كشفت السفارة الدنماركية عن الاهتمام الذي توليه المؤسسات الدنماركية لسوق الجزائرية والفرص الاستثمارية التي توفرها.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger